



UNE NOUVELLE AMBITION  
POUR LE SPORT AMATEUR :  
LE PLAN DES 10 MESURES

---

# Grenelle de l'Éducation et de l'Inclusion par le Sport

*Ce rapport est issu d'un collectif de maires, d'élus, de responsables associatifs et de sportifs qui ont manifesté leurs immenses inquiétudes. En s'appuyant sur le «Plan Banlieue» de 2017, ils ont élaboré des propositions robustes et concrètes pour construire une nouvelle ambition pour le sport amateur .*

---

1ER FÉVRIER 2021

# À PROPOS

En 2017, le «Plan Banlieue» évoquait déjà la place centrale du sport dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : «Le sport est un moteur essentiel du pacte républicain, c'est un levier majeur pour accompagner l'insertion sociale et professionnelle. C'est aussi souvent le dernier lien avec certains jeunes en situation de décrochage scolaire, social et professionnel».

Depuis plus de 30 ans, les associations sportives locales et les villes sont engagées dans la préservation de la cohésion sociale et dans l'inclusion de jeunes dans les territoires relégués et appauvris, notamment dans les quartiers populaires les plus difficiles. En mobilisant toutes les «énergies positives» de ces territoires, dynamiques et engagés, elles donnent un espoir à des jeunes, filles et garçons, souvent isolés et déboussolés en utilisant les activités physiques et sportives pour fournir des repères, créer des liens sociaux, favoriser le «raccrochage scolaire» ou encore accompagner vers l'emploi. Depuis plusieurs années, ces associations ont créé des solutions innovantes pour construire des écosystèmes dédiés à l'inclusion et l'éducation des jeunes souvent meurtris par des parcours scolaires, familiaux et sociaux difficiles.

Ainsi, des programmes concrets ont permis d'insérer plusieurs milliers de jeunes (Agence pour l'Education par le Sport, Sport dans la Ville, Remise en jeu, Evasion Urbaine, Elan Sportif, Espace Satori...) en partenariat avec des villes. Des fédérations sportives se sont également engagées sur le sujet telles que la Fédération Française de Voile et son projet «La mer est à vous».

Toutefois, ces initiatives ne pourront se développer qu'en structurant le champ de la performance sociale du sport. L'ensemble des parties prenantes du secteur sportif (associations, fédérations, villes, entreprises, Etat et sportifs) doivent travailler ensemble pour faire naître une grande dynamique française du sport amateur comme levier pour répondre à des enjeux sociétaux. C'est le rôle que l'Association Nationale de la Performance Sociale du Sport (ANPSS) s'est fixé lors de sa création.

## LA PROMESSE

**ACCOMPAGNER  
250 000 JEUNES  
VERS L'INSERTION  
DANS LES 5 ANS PAR  
LE SPORT,  
LEVIER D'INCLUSION  
ET D'ÉDUCATION.**

## UNE NOUVELLE AMBITION POUR LE SPORT AMATEUR : LE PLAN DES 10 MESURES

Aujourd'hui ces associations sportives, animées par des éducatrices et des éducateurs formés et engagés, sont dans une situation de grande souffrance, proche de l'asphyxie, s'expliquant par :

- Une baisse des contrats aidés de 46% entre 2016 et 2018 qui a engendré une perte de plus de 28 000 emplois dans le sport amateur selon une estimation du CoSMoS ;
- Une complexité administrative qui freine le développement de projets innovants sur les territoires ;
- Un déficit d'équipements sportifs dans les QPV (trois fois moins que la moyenne nationale).

Cet essoufflement du monde amateur est également inquiétant pour la compétition et le haut niveau car ce sont les principaux formateurs des champions de demain. A titre d'exemple, que seraient les équipes (masculines et féminines) de France de football, de handball, de basketball, de boxe ou encore de rugby sans les quartiers populaires dont sont issus la moitié des joueurs ?

Dans le journal L'Equipe du samedi 21 novembre 2020, plus de 80 responsables de clubs amateurs, champions, dirigeants sportifs et élus locaux ont lancé un appel pour soutenir les associations sportives de quartier en souffrance. Ils appellent à la tenue d'un Grenelle de l'éducation et de l'inclusion par le sport "regroupant associations, collectivités, fédérations et entreprises (...) qui portera à connaissance les bienfaits de nos actions et proposera de nouveaux axes urgents de politiques publiques autour de la performance sociale du sport, déjà en place dans de nombreuses villes".

Les maires, premiers financeurs du sport amateur en France, (12,6 Mds € soit plus de 90% des dépenses des «services récréatifs et sportifs» selon l'INSEE - COFOG 08.1) ont également manifesté leur mécontentement, **«la digue républicaine est en train d'exploser»** précise Benoit JIMENEZ, le maire de Garges-lès-Gonesse.

### AMBITION 2024 POUR LE SPORT DANS LES QUARTIERS : ACCOMPAGNER PLUS DE 250 000 JEUNES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES.

Afin de redonner une grande ambition collective pour le sport dans les quartiers, nous proposons quatre axes majeurs à développer ainsi qu'un soutien financier à attribuer rapidement pour sauver les clubs en difficulté :

- Une aide d'urgence de 50 millions d'euros pour les acteurs du sport amateur dans les quartiers ;
- Un plan majeur autour des équipements sportifs ;
- La mise en place d'un nouveau métier qui permettra l'insertion des jeunes ;
- Le soutien aux acteurs locaux par la mise en place d'un réseau de professionnels accompagnant les projets socio-sportifs ;
- Un évènement festif pour relancer le sport dans les quartiers durant la période estivale.

La grande innovation de ce plan réside sans doute dans la capacité des acteurs sportifs à développer leur utilité sociale en particulier la dimension d'inclusion socio-professionnelle qui sera utile à la fois pour les jeunes et pour les entreprises de notre pays.

# UNE NOUVELLE AMBITION POUR LE SPORT AMATEUR : LE PLAN DES 10 MESURES

---

## PROGRAMME D'INCLUSION PAR LE SPORT

Pour satisfaire ce projet, il est **capital de former et recruter 5 000 coachs d'insertion par le sport d'ici 2024** (éducateurs sportifs, éducateurs spécialisés, professionnels du service de l'emploi...), soit 1 000 par an, qui auront pour mission d'accompagner une trentaine de jeunes dans leur insertion socio-professionnelle. Certaines initiatives (soutenues sur 3 ans) sont déjà lancées sur le territoire :

- Fédération Française de voile : accompagnement de 306 jeunes (La mer est à vous) ;
- Fédération Profession Sport et Loisirs : formation et accompagnement de 500 jeunes ;
- APELS : accompagnement de 5 000 jeunes (Déclics Sportifs) ;
- Consortium d'associations : accompagnement de 1 000 jeunes (Trajectoires) ;
- Sport dans la ville : Accompagnement de 2 500 jeunes (Job dans la ville).

## UNE NOUVELLE GOUVERNANCE DE LA PERFORMANCE SOCIALE DU SPORT

La dimension sociale du sport est aujourd'hui éparpillée et peu structurée. L'Etat peut donner une nouvelle ambition sur ce sujet, en nommant un référent de la performance sociale du sport au sein du ministère des Sports. Toutefois, cette démarche doit pleinement prendre en compte les territoires pour faire vivre ces nouvelles dimensions, comme l'inclusion ou l'éducation, si utiles pour le pays.

Par exemple, **dans le cadre de la loi sur la décentralisation**, la dimension sociale du sport pourrait être orientée vers les départements, qui gèrent les compétences sociales et d'insertion des publics éloignés de l'emploi, et les régions qui sont en charge de la formation professionnelle, de l'apprentissage et d'investissement dans les équipements sportifs. Ainsi, nous pourrions identifier à chaque échelon géographique des référents de la performance sociale du sport (régions, départements, villes et communautés de communes/d'agglomérations). Par ailleurs, il serait également pertinent de positionner un cadre technique sur la performance sociale du sport au sein des fédérations sportives..

## LES PROPOSITIONS STRUCTURANTES ET INNOVANTES POUR CONSTRUIRE LE SPORT DE DEMAIN DANS NOS QPV

Nous proposons donc un plan pour une nouvelle dynamique d'insertion et d'accompagnement de la jeunesse par le sport, qui implique pleinement l'ensemble des acteurs (collectivités, fédérations, associations et entreprises). C'est une nouvelle dimension du sport amateur français qui s'ouvre et qui donnera une utilité sociale au sport.

250 000 jeunes accompagnés, c'est l'ambition que tous les acteurs (fédérations, villes, associations, Etat, entreprises) peuvent se fixer.

L'ensemble des propositions sera piloté par un collectif composé de représentants des administrations concernées et d'élus locaux, afin de coordonner et adapter l'ensemble du plan.

Ce plan prévoit également :

- Un baromètre annuel public mesurant l'avancée du plan, contenant des indicateurs ;
- Un rapport sera effectué tous les ans devant le Parlement sur l'avancée des programmes ;
- Un comité de suivi, constitué de représentants de l'Etat et d'une dizaine de maires, pour s'assurer de la mise en œuvre des programmes et alerter des difficultés dans un rapport annuel au Président de la République.

# LES 10 PROPOSITIONS POUR DEVELOPPER LE SPORT DANS LES QUARTIERS

## PROPOSITION 1

La mise en place **d'un fonds d'urgence pour soutenir les associations socio-sportives.**

## PROPOSITION 2

Un **plan ambitieux de 10 000 emplois orientés vers les associations sportives ayant un impact social dans les quartiers.**

## PROPOSITION 3

**La formation de « 5000 coaches d'insertion par le sport »** avec les fédérations, les villes, les associations et les entreprises.

## PROPOSITION 4

La création d'un métier **« conseiller technique de la performance sociale du sport ».**

## PROPOSITION 5

Le développement **d'un réseau d'incubateurs pour accompagner au changement d'échelle** les projets d'inclusion et d'éducation par le sport.

## PROPOSITION 6

**La relance estivale de la dynamique sportive dans nos quartiers.**

## PROPOSITION 7

L'instauration d'un projet de découverte pour la jeunesse : **1000 services civiques pour l'éducation et l'inclusion par le sport.**

## PROPOSITION 8

La rédaction d'un accord **« Engagement de Développement de l'Emploi et Compétences » pour le socio-sport.**

## PROPOSITION 9

**L'Accompagnement de 50 000 jeunes par an vers une insertion socio-professionnelle.**

## PROPOSITION 10

Un plan national **d'équipements sportifs adaptés au besoin des territoires.**



# PROPOSITION 1



## **CONSTAT**

Les projets mis en œuvre dans les quartiers les plus sensibles de notre pays, malgré leur efficacité et leur utilité sociale, sont trop peu soutenus et pas assez reconnus. A titre d'exemple, les associations pionnières du socio-sport sont fragilisées par l'absence d'engagement pérenne (convention d'objectifs triennale) de l'Etat. La crise sanitaire ne fait qu'accentuer les problèmes des clubs sportifs français.

A l'heure où nos associations rencontrent des difficultés majeures, alors qu'elles sont souvent le dernier rempart pour une jeunesse parfois désespérée, il devient plus qu'urgent d'engager une nouvelle relation de confiance envers les acteurs du sport des zones les plus fragiles de notre pays.

## **PROPOSITION**

Mise en place d'un fonds d'urgence pour soutenir les associations socio-sportives. La dotation de 50 millions d'euros permettrait de financer ces associations. Ce fonds géré par les collectivités locales serait fléché vers les structures socio-sportives utilisant le sport comme levier d'inclusion ou éducatif.

## **PORTEUR DE PROJET**

Un collectif de maires représentant les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

## **BUDGET**

Dotation : 50 millions d'euros  
Source de financement : Plan de relance 2021 - volet cohésion

## **CRITERES DE REUSSITE**

Accompagnement et sauvegarde des associations en difficulté ;  
Maintien de l'emploi dans les QPV.

## PROPOSITION 2



### CONSTAT

En 2017, le Gouvernement a décidé de ne pas renouveler les contrats aidés à leur échéance. Les subventions aux contrats aidés sont ainsi passées de 4,2 milliards en 2016 (pour 459 000 contrats aidés) à 2,4 milliards en 2017 (pour 310 000 contrats aidés) et à 1,4 milliards d'euros en 2018 (pour 200 000 contrats aidés).

Sur les 1,3 millions d'associations répertoriées en France, 42 % ont pour activité principale le sport ou la culture, soit 545 000 associations. Parmi celles-ci, seules 6 % (36 000) sont des associations employeuses dans le domaine du sport (INSEE 2017). Le CoSMoS a estimé que la baisse des contrats aidés a entraîné la suppression de 28 000 emplois (hors emplois financés par le CNDS). De nombreuses disparitions de clubs sportifs ont également été estimées localement.

Cette suppression des contrats aidés a été difficile pour le mouvement sportif, alors que dans le secteur sportif, ces emplois aidés débouchent en moyenne à 60 % sur un emploi pérenne.

### PROPOSITION

Mise en place de 10 000 contrats type « aidés », orientés vers les associations sportives ayant un impact et une finalité sociale forte (insertion socio-professionnelle, éducation, santé, lien social, pratique féminine), financés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

### PORTEUR DE PROJET

Fédérations sportives, collectivités et une entité tiers pour réaliser le suivi des contrats aidés (affectés aux associations ayant un impact social dans les QPV).

### BUDGET

Dotation annuelle : 150 millions d'euros, sur une base de 15 000€ par poste par an avec 10 000 postes soutenus.  
Source de financement : ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion : 150 Millions d'euros

### CRITERES DE REUSSITE

Relance de l'activité sociale des clubs sportifs ;  
Nombre de bénéficiaires, création de nouveaux parcours vers l'inclusion.

## PROPOSITION 3

### CONSTAT

La démonstration a été faite que le métier de «coach d'insertion par le sport» fonctionne puisque depuis 6 ans, l'APELS, grâce à ses «coachs», a conduit avec succès son programme d'inclusion par le sport ayant permis à un millier de jeunes d'obtenir un emploi durable au sein de grandes entreprises françaises comme le Crédit Agricole, LCL, BNP Paribas, Vinci, Hermès...

C'est également avec le soutien du ministère du Travail et l'Association des Maires de France, que sur une dizaine de territoires prioritaires en France (Roubaix, Chanteloup-les-Vignes, Mantes-La-Jolie, Garges-lès-Gonesse...), le métier de «coach d'insertion par le sport» est exercé par une cinquantaine d'éducateurs sportifs. Ils sont formés à ces nouvelles compétences nécessaires pour «aller vers» les jeunes éloignés de l'emploi, et leur faire vivre des parcours d'accompagnement par le sport leur permettant de se remettre en confiance, d'acquérir les savoir-être indispensables au monde du travail et d'ainsi se préparer à entrer dans la vie professionnelle.

Enfin, le monde sportif fédéral souscrit d'ores et déjà à cette nouvelle manière d'accompagner les jeunes par le sport, à travers les «coachs d'insertion par le sport». En effet, la Fédération Française de Voile, lauréat du Plan d'investissement dans les compétences, a bénéficié de l'action de ces «coachs» pour développer son action d'insertion.

Au total, ce sont aujourd'hui, une centaine de «coachs d'insertion par le sport» qui sont formés sur le territoire national et qui ont vocation à être pérennisés auprès d'une diversité d'acteurs : fédérations sportives, collectivités locales, Pôle Emploi, Missions locales, associations sportives.



**LE LANCEMENT DES  
5000 « COACHS  
D'INSERTION PAR LE  
SPORT » AVEC DES  
FÉDÉRATIONS  
SPORTIVES, DES  
VILLES, DES  
DEPARTEMENTS, DU  
SERVICE PUBLIC DE  
L'INSERTION ET DES  
ENTREPRISES.**

### PROPOSITION

Lancement d'un plan de formation national de 5000 «coachs d'insertion par le sport» susceptibles d'exercer leur métier auprès des fédérations sportives, des collectivités locales, du service public de l'insertion et des entreprises. Un «coach d'insertion par le sport» est en capacité d'accompagner 45 jeunes par an sur un territoire donné.

### PORTEUR DE PROJET

Agence pour l'éducation par le sport.

### BUDGET

Dotation : 7 500 euros/coach formé  
soit 37 500 000 euros à l'horizon 2024  
5 000 coachs sur 4 ans

Source de financement : OPCO du Sport (AFDAS), régions et Etat.

### CRITERES DE REUSSITE

Insertion de jeunes sportifs sans diplôme ;  
Nouveau métier dans les QPV pour le sport amateur.

# PROPOSITION 4

### CONSTAT

Les associations socio-sportives sont reconnues par leurs partenaires comme des acteurs pertinents et compétents pour répondre à des enjeux de société (éducation, inclusion, santé...). L'offre de pratiques sportives s'accroît et se diversifie. Elles doivent répondre aux besoins de nouveaux publics (seniors, salariés...) dont les modalités d'exercice évoluent (domicile, travail, équipements en libre accès, etc.).

Ces évolutions impactent directement les besoins en compétences des associations et nécessitent à la fois l'intégration de nouveaux profils, plus spécialisés que par le passé, et le développement de nouvelles compétences (impact social à définir, relations multi-partenariales, appels à projet...). En effet, les financements sur ces sujets sont très complexes (formation, insertion sociale) et il est primordial d'avoir des spécialistes pour accompagner les acteurs de terrain.

### PROPOSITION

Développer le rôle de conseiller technique de la performance sociale du sport au sein des territoires qui comportent un quartier prioritaire de la ville (859 communes de la politique de la ville). Le conseiller technique local est chargé de coordonner et d'accompagner le déploiement des projets socio-éducatifs des clubs sportifs à l'échelle d'un territoire (l'agglomération).

Il aura pour mission d'accompagner les associations dans le développement des compétences suivantes :

#### Développement et promotion de la pratique sportive sur le territoire

- Concevoir, coordonner et accompagner le développement des projets sportifs ;
- Développer et animer le réseau de partenaires institutionnels, associatifs et des entreprises.



## LA CRÉATION D'UN NOUVEAU MÉTIER « CONSEILLER TECHNIQUE DE LA PERFORMANCE SOCIALE DU SPORT »

#### Gestion administrative et financière de projets

- Faire de la veille sur les appels à projets et les aides au poste ;
- Accompagner à la réponse aux appels à projets et la rédaction du reporting.

#### Valorisation de l'impact social

- Créer et mettre en place des outils de suivi (évaluation) ;
- Mesurer l'impact social et diffuser les résultats.

#### PORTEUR DE PROJET

Fédérations sportives, collectivités...

#### BUDGET

Dotation annuelle : 30 millions d'euros  
Source de financement : Agence Nationale du Sport, ministère du Travail et les départements.

#### CRITERES DE REUSSITE

Soutien et accompagnement de clubs utiles socialement ;  
Amélioration du modèle économique des clubs.

## PROPOSITION 5



### **LE DÉVELOPPEMENT D'UN RÉSEAU D'INCUBATEURS POUR ACCOMPAGNER AU CHANGEMENT D'ÉCHELLE LES PROJETS D'INCLUSION ET D'ÉDUCATION PAR LE SPORT**

#### **CONSTAT**

Ces 20 dernières années, de grandes innovations sociales ont été mises en place dans le sport. Cependant, ces projets n'ont pas été en mesure de pouvoir développer ou essaïmer leurs bonnes pratiques. Ces associations sportives ont évoqué un besoin d'accompagnement pour monter en compétences sur les thématiques de gestion de projet (communication, relation partenariale, financement, rédaction de bilan, mesures d'impact social...).

Ainsi, il est important pour le développement de ces projets de mettre en place des incubateurs de la performance sociale du sport dans chaque région française, afin d'accompagner ces acteurs innovants sur nos territoires.

#### **PORTEUR DE PROJET**

ANPSS

#### **PROPOSITION**

Développer un réseau «d'incubateurs» pour accompagner au changement d'échelle les 100 meilleurs projets d'inclusion et d'éducation par le sport. Programme d'incubation au changement d'échelle :

- Ateliers collectifs mensuels sur des thématiques (gestion, financement, communication,...) ;
- Coaching individuel par un réseau d'experts ;
- Lieu d'échanges entre participants et professionnels.

#### **BUDGET**

Dotation annuelle : 1 millions d'euros  
Source de financement : Agence Nationale du Sport - 500 K€  
Régions - 500 K€.

#### **CRITERES DE REUSSITE**

Augmentation du nombre de jeunes pris en charge à travers ces dispositifs  
Essaimage d'actions vertueuses et reconnues sur d'autres territoires.

# PROPOSITION 6

### CONSTAT

La situation sanitaire a eu un impact dramatique sur les associations sportives, et notamment celles implantées dans les quartiers. Une étude, réalisée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires, indique que 90 % des associations ayant répondu ont signalé un impact «fort» ou «très fort» à court terme de la Covid-19. Plus des 2/3 des répondants ont vu leur activité baisser d'au moins 60% lors du premier confinement.

Cette situation a également eu un impact considérable sur le modèle économique des petites associations, avec la forte diminution des inscriptions prises (pour la saison 2020-2021) :

- -23 % dans les clubs sportifs d'Allonnes (Sarthe),
- -37 % pour les associations de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines),
- -43 % pour les associations d'Arras (Pas de Calais),
- -50 % pour celles de Grigny (Essonne).

### PROPOSITION

Soutien au développement de 2000 stages réunissant 15 jeunes/stage (soit 30 000 jeunes) à finalité sociale et éducative, à travers la pratique sportive dans le cadre des vacances apprenantes. Ce projet permettra aux jeunes qui habitent dans des quartiers populaires et/ou en zone rurale de pouvoir découvrir de nouveaux espaces et de rencontrer d'autres jeunes.

Appui à l'organisation d'un événement national «Pass'Sport Découverte» présent sur une centaine de villes, au départ des Hauts-de-France. Cette initiative permettra de faire la promotion de diverses pratiques sportives, de découvrir de nouveaux horizons pour les jeunes issus des QPV sous le sigle des JOP de Tokyo. La dimension internationale pourra être présente autour de la découverte culturelle (langue, cuisine, jeux ludiques...).



## LA RELANCE ESTIVALE DE LA DYNAMIQUE SPORTIVE DANS NOS QUARTIERS

Ces deux propositions permettront de relancer une dynamique nationale de découverte et d'animation socio-sportive ayant pour objectifs de :

- Promouvoir des pratiques sportives, en lien avec les spécificités de chaque territoire (break dance, parkour, surf, voile...).
- Mobiliser les publics qui se sont éloignés de la pratique sportive pour pouvoir les accueillir à la rentrée.
- Recréer une ambiance autour du sport et pendant les JOP de Tokyo.

### PORTEUR DE PROJET

AMF et les associations socio-sportives pionnières pour piloter les opérations.

### BUDGET

Dotation : 18 millions d'euros (15 jeunes/stage au coût de 500€/jeune et une enveloppe de 3M€ pour le projet Pass'Sport Découverte.

Source de financement : ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports, collectivités et Agence Nationale du Sport.

### Critères de réussite

Nombre de jeunes impactés ;  
Création d'une dynamique sportive dans les territoires.

## PROPOSITION 7



### **L'INSTAURATION D'UN PROJET DE DÉCOUVERTE POUR LA JEUNESSE : 1 000 SERVICES CIVIQUES POUR L'ÉDUCATION ET L'INCLUSION PAR LE SPORT**

#### **CONSTAT**

Le service civique a pour ambition d'offrir aux jeunes l'opportunité de s'engager, de donner de son temps à la collectivité et aux autres. C'est la possibilité de vivre de nouvelles expériences en effectuant une mission au service de l'utilité sociale.

Ce dispositif peut permettre de lutter contre le décrochage scolaire en proposant des solutions spécifiques, alliant projet de formation et mission d'intérêt général. Les associations socio-sportives s'inscrivent dans le champ de l'utilité sociale à travers la pratique sportive (inclusion socio-professionnelle, éducation, santé...).

#### **PROPOSITION**

Initier un projet de découverte pour la jeunesse en orientant 1000 services civiques auprès d'associations d'éducation et d'inclusion par le sport, notamment sur des missions «terrains» auprès des populations des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

#### **PORTEUR DE PROJET**

Fédérations sportives, collectivités et associations sportives.

#### **BUDGET**

Dotation annuelle : 4 à 5,5 millions d'euros (selon le profil des services civiques) : pour 1 000 services civiques et une durée moyenne de mission de 8 mois (base indemnité versé par l'ASP et majoration possible selon certains critères sociaux).

Source de financement : Agence Nationale du Service Civique.

#### **CRITERES DE REUSSITE**

Initiation et création d'un parcours d'inclusion pour les jeunes motivés par les perspectives et les débouchés du socio-sport.

Taux de pérennisation des services civiques dans les associations / dans les métiers de l'animation socio-sportive.

## PROPOSITION 8



### CONSTAT

Un nouveau paradigme est en train d'émerger dans le monde sportif. Les dimensions sociales s'inscrivent de plus en plus dans les critères de réussite du sport à différentes échelles : territoriales, nationales et internationales.

Les impacts sociaux, notamment en référence aux plus démunis, aux plus éloignés des pratiques sportives, sont intégrés dans les logiques de performance du système sportif. Par exemple, plusieurs projets innovants d'inclusion par le sport viennent d'être primés dans le cadre du Plan d'Investissement dans les compétences.

Dans cette démarche innovante, le secteur du socio-sport a besoin d'une mobilisation forte de l'ensemble des partenaires (OPCO, branches professionnelles...) pour formaliser un accord « Engagement de Développement de l'Emploi et Compétences ».

### PROPOSITION

La mise en place avec les acteurs d'un contrat d'engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) doit permettre d'accompagner la création d'une véritable filière et de pérenniser les activités et sécuriser l'emploi, au travers de différents axes :

- Volet employeurs : renforcer leur stratégie, leur offre de services et leur modèle économique, via un accompagnement et une action de capitalisation/diffusion des outils liés au secteur ;
- Volet salariés permanents : appuyer les carrières et le développement des compétences pédagogiques et d'accompagnement (coachs) ;
- Volet salariés en insertion : sécuriser les trajectoires professionnelles.

### PORTEUR DE PROJET

Acteurs socio-sportifs.

### BUDGET

Dotation ponctuelle : 2 millions d'euros  
Sources de financement : OPCO (AFDAS et Uniformation).

### CRITERES DE REUSSITE

Construction, mise en œuvre et déploiement de la boîte à outils.

## PROPOSITION 9



### **ACCOMPAGNER 50 000 JEUNES PAR AN VERS UNE INSERTION SOCIO- PROFESSIONNELLE.**

#### **CONSTAT**

De nombreux jeunes sur nos territoires carencés n'ont pas ou peu de solutions d'emplois. En effet, le taux de chômage est près de 3 fois supérieur à la moyenne nationale. Parmi les 15-29 ans, 29% ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation.

Le sport est un levier très peu utilisé dans ces quartiers, alors qu'il est un outil performant pour «aller vers» une diversité de public (jeunes en difficulté d'insertion socio-professionnelle, en situation de décrochage scolaire...). Il est important de créer des outils et des parcours vertueux vers l'emploi pour l'ensemble de ces jeunes. Les entreprises ne vont pas ou peu dans les quartiers car les passerelles sont difficiles à mettre en place.

#### **PROPOSITION**

Accompagner les jeunes en situation de décrochage scolaire et/ou professionnelle à s'inscrire dans un projet d'inclusion (insertion professionnelle / formation...) par la pratique sportive.

#### **PORTEUR DE PROJET**

Associations de l'inclusion par le sport (Sport dans la ville, Agence pour l'Education par le Sport, Play International, Remise en jeu, Parkour 59, Unis vers le Sport, Elan Sportif, ...) et fédérations sportives (Fédération Française de Voile, Fédération Nationale Profession Sport et Loisirs, Fédération Française de Badminton, Fédération Française de Basketball...)

#### **BUDGET**

Dotation globale : 1 700 € par jeune soit un total de 85 millions d'euros.

Source de financement : ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, Agence Nationale du Sport, Fonds Social Européen.

#### **CRITERES DE REUSSITE.**

Nombre de parcours vertueux vers l'insertion professionnelle de jeunes en inactivité ;

Recrutement de jeunes talents dans les entreprises sur des métiers nouveaux ;

Nombre de jeunes en emploi et en formation.

# PROPOSITION 10

### CONSTAT

Selon une étude réalisée par l'Observatoire National de la Politique de la Ville et le ministère des Sports, concernant les équipements sportifs, les quartiers prioritaires de la politique de la ville comptent, en moyenne, 22 équipements sportifs ou sites de pratique sportive pour 10 000 habitants, alors que leurs unités urbaines en comptent en moyenne 34, soit un tiers d'équipement en moins dans les QPV. Dans ces territoires, les équipements sportifs sont plus souvent des petits terrains de proximité et de salles multisports : ils représentent respectivement 18 % et 13 % des équipements en QPV, contre 9 % et 8 % de ceux de l'ensemble de leurs unités urbaines (ONPV, 2014). A noter que ces espaces sont plus souvent utilisés par des publics scolaires en QPV (62 % contre 52 %), et par conséquent moins fréquemment par les clubs (51 % contre 62 %)

Par ailleurs, force est de constater une grande diversité de cas : 9 % des QPV ne comptent aucun équipement sur leur territoire, tandis que 15 % des QPV apparaissent mieux équipés que leur agglomération. Cependant, malgré un taux d'équipement plus faible que dans le reste de leur agglomération, 99 % des habitants des QPV peuvent accéder à moins de 15 minutes de marche à au moins un équipement sportif (ONPV, 2019).

L'accès au sport reste donc le plus souvent possible, mais demeure disparate en fonction des catégories d'équipements sportifs à proximité.

### PROPOSITION

Développer une nouvelle génération d'équipements sportifs pour les QPV :

- Des équipements fonctionnels ;
- Des équipements qui répondent à 80 % de la demande des sports en salle ;
- Des équipements au coût maîtrisé grâce à une construction modulaire



## LA CONSTRUCTION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ADAPTÉS AUX BESOINS DES TERRITOIRES

- Des équipements adaptés à la réglementation thermique ;
- Des équipements évolutifs et adaptables selon les quartiers ;
- Des équipements en héritage de Paris 2024.

### PORTEUR DE PROJET

Collectif de maires, ANRU, régions et ANS.

### BUDGET

224 gymnases financés à 1 M€ = 224 M€

224 piscines financées à 2 M€ = 448 M€

224 salles financées à 500 k€ = 112 M€

224 terrains de grands jeux financés à 500 k€ = 112 M€

224 autres équipements financés à 500 k€ = 112 M€

Dotation : Soit un total de 1 008 mds €

Source de financement : ANRU, ANS et collectivités.

### CRITERES DE REUSSITE

Nombre d'équipements financés construits/rénovés ;

Taux d'utilisation des équipements.

# REMERCIEMENTS AUX PERSONNES AYANT SOUTENUES LA DÉMARCHE



**Benoît JIMENEZ** - Maire de Garges-Lès-Gonesse et  
Conseiller Régional d'Île-de-France

**Catherine ARENOU** - Maire de Chanteloup-les-  
Vignes

**Philippe RIO** - Maire de Grigny

**Guillaume DELBAR** - Maire de Roubaix

**Gilles LEPROUST** - Maire d'Allonnes

**Karine FRANCKET** - Maire d'Aubervilliers et  
Conseillère Régionale d'Île-de-France

**Aude LAGARDE** - Maire de Drancy

**Patrick HADDAD** - Maire de Sarcelles et vice-  
Président de la Communauté d'Agglomération  
Roissy Pays de France

**Quentin GESELL** - Maire du Dugny, Vice-Président  
au sport de la Métropole du Grand Paris

**Azzedine TAIBI** - Maire de Stains

**Jean Baptiste BORSALI** - Maire du Bourget et  
Vice-président de l'Établissement Public Territorial  
Paris Terres d'Envol

**Louis GISCARD D'ESTAING** - Maire de Chamalières

**Ludovic TORO** - Maire de Coubron et Conseiller  
Régional d'Île-de-France

**Nicolas MEARY** - Maire de Bretigny-sur-Orge et  
Vice-Président du Conseil Départemental de  
l'Essonne

**Mohamed GNABALY** - Maire de L'Île-Saint-Denis

**Rodolphe THOMAS** - Maire d'Hérouville-Saint-Clair

**Thierry FALCONNET** - Maire de Chenôve

**Natacha BOUCHART** - Maire de Calais

**Bruno DRAPRON** - Maire de Saintes et Conseiller  
Régional de la Nouvelle Aquitaine

**Jean-François VIGIER** - Maire de Bures-sur-Yvette  
et Conseiller Régional d'Île-de-France

# UNE NOUVELLE AMBITION POUR LE SPORT AMATEUR : LE PLAN DES 10 MESURES

---

**Cédric PEMBA-MARINE** – Maire de Port-Marly

**Stephen HERVÉ** – Maire de Bondy

**Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT** – Maire de Mennecey, Vice-Président de la Région Île-de-France et Vice-Président de l'AMF

**Jean-François DEBAT** – Maire de Bourg-en-Bresse

**Dominique BAILLY** – Maire de Vaujours, Vice-Président du Grand Paris-Grand Est et de l'Association des Maires d'Île-de-France

**Mathieu HANOTIN** – Maire de Saint-Denis, Président de Plaine Commune et Conseiller Départemental de Seine-Saint-Denis

**Michel FOURCADE** – Maire de Pierrefitte sur Seine

**Marianne DURANTON** – Maire de Morsang-sur-Orge

**Karim BOUAMRANE** – Maire de Saint-Ouen-sur-Seine et Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

**James CHERON** – Maire de Montereau Fault-Yonne

**Sylvie MONCHECOURT** – Maire de Montigny sur Loing

**Hervé CHEVREAU** – Maire d'Épinay sur Seine, Conseiller Départemental de Seine-Saint-Denis et Vice-Président de Plaine Commune

**Martine VALLETON** – Maire de Villepinte et Conseiller Départemental de Seine-Saint-Denis

**Stéphane BLANCHET** – Maire de Sevrans

**Katia COPPI** – Maire des Pavillons-sous-Bois et Conseillère Départementale de Seine-Saint-Denis

**Rolin CRANOLY** – Maire de Gagny, Vice-Président du Territoire Grand Paris Grand Est et Conseiller Métropolitain

**Pierre Yves MARTIN** – Maire de Livry-Gargan et Conseiller Métropolitain

**Thierry MEIGNEN** – Maire de Blanc-Mesnil et Conseiller Régional d'Île de France

**Youssef BEN AMAR** – Adjoint aux sports de la ville d'Allonnes

**Olivier RICHEFOU** – Président du Conseil Départemental de la Mayenne

**Patrick KARAM** – Vice-Président au sport de la Région Île-de-France

**Anne CLAUDIUS PETIT** – Conseillère Régionale de Provence Alpes Côte-d'Azur

**Sylvie MARRIAUD** – Conseillère Régionale d'Île-de-France

**Faten HIDRI** – Vice-Présidente de la Région Île-de-France

**Nathalie LEBAS** – Conseillère Régionale des Hauts-de-France

**Nathalie GROUX** – Conseillère Régionale d'Île de France

**Maxence ANSEL** – Conseillère Régionale d'Île de France

**Nathalie DELEPAULE** – Conseillère Régionale d'Île de France

**Véronique COTE MILLARD** – Conseillère Régionale d'Île-de-France

**Benjamin FERNIOT** – Conseiller Régional d'Île-de-France

**Laure-Agnès MOLLARD-CADIX** – Conseillère Régionale des Hauts-de-France

**Daniel LECAS** – Conseiller Régional des Hauts-de-France

**Hamid CHABANI** – Conseiller Départemental de Seine-Saint-Denis

**Romain CHAMPEL** – Conseiller Régional d'Auvergne-Rhône-Alpes

**Mustapha SAADI** – Conseiller Régional d'Île-de-France

**Brice NKONDA** – Conseiller Régional d'Île-de-France

**Jean Christophe LAGARDE** – Députée de Seine-Saint-Denis et Président du Groupe UDI et indépendants

**Sophie AUCONIE** – Députée d'Indre et Loire

**Valérie SIX** – Députée du Nord

**Béatrice DESCAMPS** – Député du Nord

**Catherine OSSON** – Députée du Nord

**Gérard LESEUL** – Député de la Seine Maritime

**Bruno FUCHS** – Député du Haut-Rhin

# UNE NOUVELLE AMBITION POUR LE SPORT AMATEUR : LE PLAN DES 10 MESURES

---

**Christian HUTIN** – Député du Nord

**Dominique POTIER** – Député de la Meurthe-et-Moselle

**Marietta KARAMANLI** – Députée de la Sarthe

**Laurence DUMONT** – Députée du Calvados

**Guillaume GAROT** – Député de la Mayenne

**Valérie RABAULT** – Députée du Tarn-et-Garonne et présidente du groupe Socialiste et Apparentés

**Stéphane VIRY** – Député des Vosges

**Alain DAVID** – Député de la Garonne

**Régis JUANICO** – Député de la Loire

**Boris VALLAUD** – Député des Landes

**Richard RAMOS** – Député du Loiret

**David CORCEIRO** – Député du Val d'Oise

**Maud PETIT** – Députée du Val de Marne

**Marguerite DEPREZ-AUDERBET** – Députée du Pas de Calais

**Jean Pierre MOGA** – Sénateur du Lot-et-Garonne

**Jacques LE NAY** – Sénateur du Morbihan

**Jean François LONGEOT** – Sénateur du Doubs

**Dominique VERIEN** – Sénatrice de l'Yonne

**Annick BILLON** – Sénatrice de la Vendée et Conseillère Communautaire des Sables-d'Olonne Agglomération

**Vincent DELAHAYE** – Vice-Président du Sénat et Sénateur de l'Essonne

**Catherine FOURNIER** – Sénatrice du Pas-de-Calais et Conseillère Régionale des Hauts-de-France

**Valérie LETARD** – 1ère Vice-Présidente du Sénat, Sénatrice du Nord et Conseillère Régionale des Hauts-de-France

**Olivier HENNO** – Sénateur du Nord, Vice-Président du Conseil Départemental du Nord et Conseiller Départemental du Nord

**Sabine DREXLER** – Sénatrice du Haut Rhin et Conseillère Départementale du Haut-Rhin

**Max BRISSON** – Sénateur des Pyrénées-Atlantiques et Conseiller Départemental des Pyrénées-Atlantiques

**Jean Jacques LOZACH** – Sénateur de la Creuse et Conseiller Départemental de la Creuse

**Céline BOULAY-ESPERONNIER** – Sénatrice de Paris et Conseillère de la Métropole du Grand Paris

**Olivier PACCAUD** – Sénateur de l'Oise et Conseiller Départemental de l'Oise

**Jean-Raymond HUGONET** – Sénateur de l'Essonne

**Stéphane PIEDNOIR** – Sénateur de Maine-et-Loire

**Pascal GENTIL** – Double médaillé olympique en Taekwondo et Vice-Président DNA Global Analytics

**Larbi BENBOUDAUD** – Champion du monde et Vice-champion olympique de judo (catégorie -66 kg)

**Ryadh SALLEM** – Champion du monde de natation, champion d'Europe de basket fauteuil et de rugby fauteuil et fondateur de l'association CAPSAAA

**Laura DI MUZIO** – Joueuse de rugby de haut niveau, consultante France TV et présidente de l'agence Ladies are Just Amazing

**Gaël FICKOU** – Vice-capitaine de l'équipe de France de Rugby

**Agnès LE LANNIC** – Médaillée de Bronze au Championnat du Monde par équipes en 1991 et Vice-championne d'Europe de tennis de table par équipe.

**Éric RABÉSANDRATANA** – Ancien joueur du PSG

**Stéphane GUY** – Journaliste

**Gervais MARTEL** – Ancien président du RC Lens

**CALI** – Chanteur et ancien rugbyman

**Frédéric THIRIEZ** – Président de foot fraternité, ancien président de la LFP

**Nicolas HENARD** – Président de la fédération française de voile

**Nathalie HUET** – Membre du conseil d'administration de la fédération française de badminton

**Nicolas VERDON** – Responsable associatif

**Daouda SAW** – Vice-champion olympique de poids légers aux Jeux de Pékin en 2008 et fondateur de l'association action boxe

# UNE NOUVELLE AMBITION POUR LE SPORT AMATEUR : LE PLAN DES 10 MESURES

---

**Maïdin ELGARNI** - Champion de France (2016) et ceinture intercontinentale WBA

**Yosi GOASDOUE** - Président de l'association Day Tour Sport

**Jean Philippe ACENSI** - Président de l'association APELS

**Ilan BLINDERMANN** - Président de l'association Unis vers le Sport

**Faiçal AMROUNE** - Président du Sporting Strasbourg Futsal

**Farid LOUNACI** - Educateur au sein de l'association Shotokan Karaté Tourquennois

**Ilyes MAGRI** - Animateur et professeur de capoeira

**Saana DJEMAL** - Coach au sein de l'Association Boxing Club (ABC) roubaisien

**Ali MOHAMED** - Président de l'Olympique Arras Football Club.

**Hafid M'SILI** - Directeur Général de Vegacy eSports

**Larbi LIFERKI** - Président de l'association Parkour 59

**Pascal LEIBUNDGUTH** - Directeur de l'office municipal des sports de Mulhouse

**Unal SARI** - Entraîneur au sein du club Kingersheim Futsal

**Schriva BERROUDJ** - Présidente de l'association Elan Sportif

**Soraya LARIT** - Coordinatrice territoriale du projet Trajectoires au sein de l'Elan Sportif

**Stanislas MARTIN** - Champion du monde de full contact et fondateur de Ginkgo Sport

**Djibril COUPE** - Médaillé de bronze aux championnats d'Europe de Boxe

**Mohamed AYARI** - International de Parkour

**Sébastien ASSAIANTE** - Educateur sportif

**Laurence RIBECOURT** - Présidente du club de foot de Montreuil

**Mike BONASSI** - Président de l'association AMCAS ROLLER SOCCER

**Jacques ASPEEL** - Président de l'association Aspeel Team Roubaix

**Belaïd AROUN** - Président de l'UMBB

**Othman SAHKI** - Président du FCLM

**Eric TORRENTE** - Directeur du Massilia Judo

**André LAZAOUÏ** - Directeur de l'association Roubaix Sport et Culture

**Medhi BAHJI** - Président de l'association AS Coteaux Mulhouse

**Madjid HSAINI** - Président du Boxing Club Magid

**Stéphane HENGY** - Directeur de l'association Elan Sportif

**Naoutem JATO BEADOUM** - Président de l'association Evasion Urbaine

**Grégory SOUQUET** - Président de l'association Cristal Kettlebel

**Bruce COLL** - Président du Climbing Mulhouse Club (CMC)

**Denis DERANIERI** - Président du Ronin Karaté Club

**Pierre BOUILLO** - Président du Judo Guide 13

**JACQUES SCAGLIA** - BOXE LE CORSAIRE

**FANNY POINSSOT** - BOXING & FIT

**HASSEL RAZOUANE** - CLUB BLACK EAGLES KUNG

**Idriss AÏSSANOU** - Président de l'association Club Saint Henri Football

**Emmanuelle CHAMBON** - Présidente de l'association Dojo de la Penne

**Michel CAMPANATTO** - Président du club de tir de Saint-Etienne

**Alessandra MACHADO** - Coordinatrice de l'association Passer'Elles

**Abdelwaheb BARKAT** - Entraîneur de Futsal au PFASTATT

**Lahcen MUSTAPHA** - Directeur artistique de l'association BBOYFRANCE

**Salim DRIDI** - Entraîneur de futsal au KINGERSHEIM

**Toufik BERKAT** - Président du club CS Bourtzwiller Mulhouse

**Nasser SPIGA** - Entraîneur au Football Club PFASTATT

**Karim DJEMAL** - Président de l'association ABC ROUBAIX



**Grenelle**  
de l'**Education**  
et de l'**Inclusion**  
par le **Sport**

VOUS AVEZ UNE  
QUESTION?

RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE INTERNET  
[WWW.GRENELLE-EIS-GARGES.FR](http://WWW.GRENELLE-EIS-GARGES.FR)